

European unemployment insurance

By Léo Aparisi de Lannoy and [Xavier Ragot](#)

The return of growth cannot eradicate the memory of how the crisis was mismanaged at the European level economically, but also socially and politically. The divergences between euro area countries in unemployment rates, current account balances and public debts are at levels unprecedented for decades. New steps in European governance must aim for greater economic efficiency in reducing unemployment and inequalities while explaining and justifying the financial and political importance of these measures in order to render them compatible with national policy choices. The establishment of a European unemployment insurance meets these criteria.

The idea of a European mechanism for unemployment compensation is an old idea dating back to at least 1975. The idea is now being extensively debated in Europe, with proposals from Italian and French economists and policymakers and studies conducted by German institutes, with the latest [OFCE Policy Brief](#) offering a summary. The possibility is even being mentioned in communications from the European Commission. The Policy Brief describes the European debates, as well as the system in place in the United States.

The European unemployment insurance mechanism presented in this note aims to finance the unemployment benefits of countries experiencing a severe recession and draws on the US experience to do this. A programme like this would constitute a second European level, supplementing the different national levels of unemployment insurance. It would help provide the unemployed support in countries hit by a deep recession, which would also contribute to sustaining aggregate demand and activity while reducing inequality in the recipient countries.

It is also consistent with a reduction in the public debt. This mechanism would not lead to permanent transfers to countries that are not carrying out reform, nor to unfair competition or the transfer of political powers that are now covered by subsidiarity. As in the case of the United States, it is consistent with the heterogeneous character of national systems.

To give an order of magnitude, an insurance system that is balanced over the European economic cycle and involves no permanent transfers between countries would have boosted growth in Spain by 1.6% of GDP at the peak of the crisis, while Germany would have received European aid from 1996 to 1998 and from 2003 to 2005. France would have experienced a GDP increase of 0.8% in 2013 thanks to such a system, as shown by the simulations conducted by the European teams.

For the complete study, see: [Policy Brief de l'OFCE, no. 28, 30 November 2017.](#)

Une (ré) assurance chômage européenne

par Léo Aparisi de Lannoy et [Xavier Ragot](#)

Le retour de la croissance ne peut faire oublier la mauvaise gestion de la crise au niveau européen sous son aspect économique, mais aussi social et politique. Les divergences des taux de chômage, des balances courantes et des dettes publiques entre les pays de la zone euro sont inédites depuis des décennies. Les évolutions de la gouvernance européenne

doivent viser la plus grande efficacité économique pour la réduction du chômage et des inégalités tout en explicitant et en justifiant leurs enjeux financiers et politiques afin de les rendre compatibles avec des choix politiques nationaux. La constitution d'une assurance chômage européenne remplit ces critères.

L'idée d'un mécanisme européen d'indemnisation des chômeurs est une vieille idée dont les premières traces remontent au moins à 1975. Cette idée est aujourd'hui très débattue en Europe avec des propositions émanant d'économistes ou d'administrations italiennes, françaises, des études menées par des instituts allemands, dont le dernier [Policy Brief de l'OFCE](#) propose une synthèse. Cette possibilité est même évoquée dans des communications de la Commission européenne. Cette note présente les débats européens, ainsi que le système en place aux États-Unis.

Le mécanisme de réassurance chômage européen présenté dans cette note vise à financer les indemnités chômage des pays en cas de récession sévère et s'inspire pour cela de l'expérience des États-Unis. Ce mécanisme constitue un second niveau européen en plus de niveaux nationaux d'assurance chômage différents. Il permet de soutenir les chômeurs dans les pays touchés par une récession importante, ce qui contribue à soutenir la demande agrégée et l'activité tout en réduisant les inégalités dans les pays bénéficiaires, et est compatible avec une réduction des dettes publiques. Ce mécanisme n'engendre ni transferts permanents vers les pays qui ne se réformeraient pas, ni de distorsions de concurrence, ni le transfert de pouvoirs politiques relevant aujourd'hui de la subsidiarité. Il est en effet, comme c'est le cas aux États-Unis, compatible avec une hétérogénéité de systèmes nationaux.

Pour donner des ordres de grandeur, un système de réassurance, équilibré sur le cycle économique européen et sans transferts permanents entre les pays, aurait augmenté la croissance de 1,6% du PIB en Espagne au cœur de la crise, et l'Allemagne

aurait reçu une aide européenne de 1996 à 1998 et de 2003 à 2005. La France aurait connu une augmentation du PIB de 0,8% en 2013 grâce à un tel système, comme le montrent des simulations présentées par des équipes européennes.

Pour accéder à l'étude complète, consulter ici le [*Policy Brief de l'OFCE, n°28 du 30 novembre 2017.*](#)